

HRW : Les démolitions punitives de maisons par Israël sont un « crime de guerre »

Description

S6000208

Dimanche 23.11.2014

JERUSALEM (AFP) – Samedi, Human Rights Watch [Surveillance des Droits de l'Homme] a appelé Israël à arrêter de raser les demeures des Palestiniens accusés d'attaques contre des Israéliens, disant que cette pratique peut constituer un crime de guerre.

« Israël devrait imposer un moratoire immédiat sur sa politique de démolition de maison de Palestiniens suspects de mener des attaques contre des Israéliens », a dit le groupe basé à New-York, alors que le sort de trois maisons désignées à la démolition est suspendu une décision du tribunal.

« Cette politique, que les fonctionnaires israéliens revendiquent comme préventive, punit délibérément et illégalement des gens qui ne sont accusés d'aucun méfait. Lorsqu'elle est appliquée dans les territoires occupés, y compris à Jérusalem Est, elle équivaut à une punition collective, ce qui est un crime de guerre. »

Les familles de Jérusalem Est de Mufaz Hijazi et de ses cousins Uday et Ghassan Abu Jamal, tués par la police après deux attaques séparées, ont reçu des ordres de démolition de leurs maisons, mais ont interjeté appel.

Leur avocat, Mohammed Mahmud, a fait une déclaration comme quoi un tribunal militaire israélien entendrait leur requête dimanche matin.

Hijazi a été accusé d'avoir tiré et grièvement blessé un militant juif extrême droite le 29 octobre. La police l'a exécuté le lendemain matin lors d'un raid sur sa maison à Abu Tur.

Les Abu Jamal, de Jabal al-Mukabbir, ont été exécutés après leur attaque sur une synagogue avec des couteaux à viande et un pistolet, tuant quatre rabbins en prière et un policier qui ripostait.

Mercredi, à Jérusalem Est, les forces israéliennes ont rasé la maison d'un Palestinien qui a tué le mois dernier deux Israéliens en leur passant sur le corps avec sa voiture.

C'était la première démolition punitive à Jérusalem depuis 2009. C'est arrivé après que le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu ait juré de riposter durement à l'attaque sur la synagogue, évènement le plus sanglant à Jérusalem depuis des années.

La démolition de maisons a longtemps servi de punition dissuasive en Cisjordanie occupée, mais c'est la première fois qu'elle est adoptée en tant que ligne de conduite à Jérusalem Est occupée.

Cette pratique a été condamnée par gardiens des droits de l'Homme et par la communauté internationale comme une punition collective qui vise les familles des auteurs des faits plutôt que les assaillants eux-mêmes.

Parallèlement, les reporters ont posé la question de savoir si cela avait quelque valeur dissuasive, certains suggérant que cela pouvait avoir l'effet inverse.

Source : [Ma'an News Agency](#)

L'équipe de Ma'an a contribué à ce rapport.

Traduction : J. Ch. Pour l'Agence Média Palestine

date créée
2014/11/23